



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 2 | Mai 2011

Culture et développement durable: vers quel ordre social?

Éditorial

Editorial

Nadia Belaidi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9036>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Nadia Belaidi, « Éditorial », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 2 | Mai 2011, mis en ligne le 30 mai 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9036>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Éditorial

Editorial

Nadia Belaidi

- 1 Le printemps est revenu, la belle saison dit-on ... saison dédiée aux résistances cette année d'abord avec l'organisation d'une Journée d'étude Interdisciplinaire « Résilience et développement durable : capacité d'adaptation et contraintes temporelles » et ensuite avec la tenue d'un Contre G8 intitulé « Education/recherche » afin de se démarquer et de dénoncer la marchandisation des savoirs qui touche tout le système éducatif prôné par le « G8 des Universités », rebaptisé « Sommet mondial des universités ».
- 2 Le 19 Mai 2011, à la Maison européenne des Sciences de l'Homme et de la Société de Lille, une soixantaine de participants s'interrogeait sur la manière d'appréhender la notion de "résilience". Cette notion connaît un intérêt grandissant auprès des décideurs comme des scientifiques. Un panel d'intervenants venant d'horizons différents (géographie, aménagement, économie, science politique...) s'est proposé de présenter les grandes lignes de cette notion, en confrontant ses modalités opératoires et sa dimension heuristique à une perspective critique, en lien avec les questions de vulnérabilité et d'adaptation. Cette rencontre a aussi été l'occasion de présenter quelques-uns des enjeux pragmatiques de l'usage de cette notion, notamment dans le cadre des politiques de lutte contre le changement climatique.
- 3 « Issue au départ des travaux de physique, la notion peut être sommairement décrite dans le champ de l'écologie comme la capacité d'un écosystème ou d'une espèce à revenir à une situation stable après avoir subi un choc exogène. Par extension, elle peut être présentée comme les mécanismes mis en place par différents acteurs pour s'adapter à une nouvelle situation (contraintes environnementales inédites, gestion des inerties environnementales, prise en compte d'un nouvel environnement législatif, etc.) dans différents espaces sociaux (société civile, autorité politique, expertise technique...) » (<http://calenda.revues.org/nouvelle19317.html>). Un futur numéro de *DD&T* sera consacré à ce thème, mais en attendant il semblerait qu'il n'y ait qu'un pas de la résilience à la résistance dans le cadre du développement durable ...

- 4 La politique d'amplitude internationale qui *adapte* le service public d'éducation et de recherche permettrait, en effet, d'atteindre un développement durable comme le précise l'intitulé des deux rencontres du G8 des Universités qui se sont déroulées à Besançon (Sommet des Étudiants), les 28, 29 et 30 avril 2011, et à Paris, bien qu'initialement prévue à Dijon, les 5, 6 et 7 mai 2011 (Sommet des Recteurs et Présidents d'université) : « Développement durable et Société de la Connaissance : quelle structuration et coopération pour les universités du XXI^e siècle ? ». Bien que d'apparition récente, l'édition 2011 de Dijon/Besançon était la quatrième, le « G8 des Universités », en tant que volet du G8-G20 - moteur de la mondialisation néolibérale, participe à la définition de l'agenda politique mis en œuvre par toutes les grandes organisations internationales en donnant des « recommandations » aux gouvernants des pays du G8 en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Le dossier de presse nous explique que par « *leur rôle moteur dans le développement de la société, de l'économie et de la culture, et dans un contexte de mondialisation, les universités et établissements d'enseignement supérieur, bien au-delà de leur mission de production de savoir, et de transmission de la connaissance, sont désormais de véritables acteurs de l'économie et de l'évolution sociétale* » (www.university-summit2011.org). Or, le constat est mondial, la tendance aujourd'hui est de faire de l'enseignement et de la recherche une marchandise intégrée au marché capitaliste avec pour conséquences le diktat d'une « économie de la connaissance », une aggravation des inégalités sociales, des conditions de travail rabaissées, des libertés académiques menacées. La Marchandisation des savoirs aurait donc un lien avec le Développement durable ?!
- 5 Évidemment difficile de définir ici et en une phrase ce qu'est le développement durable – je ne peux que vous renvoyer à la lecture de notre revue qui y est dédié. Il peut néanmoins être précisé que le(s) savoir(s) est une des valeurs partagées par la population inscrite dans le cadre de la culture, dans son acception la plus large. D'ailleurs, dès le début des années 1990, la réflexion parallèle à celle sur les thèmes de l'environnement et du développement (le rapport Brundtland « Notre avenir à tous » (1987) et la déclaration de Rio (1992) qui s'est amorcée sur le thème de la culture et du développement a été l'occasion pour la communauté internationale de réaffirmer sa conviction que les facteurs culturels influencent la manière dont les sociétés conçoivent leur avenir et choisissent les moyens de le réaliser - voir le rapport Pérez de Cuéllar « Notre diversité créatrice » de la Commission mondiale de la culture et du développement (1996) et la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle (2001). Ainsi liées au développement durable, l'éducation et la recherche ne peuvent avoir pour autre objectif que de forger la conscience critique, réduire le fossé entre les cultures et les pratiques et libérer les populations de l'oppression, les sortir de l'isolement et de leur éclatement. Autant de préoccupations qui tranchent nettement avec la tentation de les soumettre aux groupes de pression, au formatage institutionnels, à la compétition, à la mondialisation des marchés, au consumérisme, à la domination et à l'exploitation des hommes et de la nature que les politiques économiques néolibérales diffusées par les G8-G20 proposent.
- 6 D'ailleurs, le contre G8 Education/recherche avec pour objectifs « de faire entendre d'autres discours sur l'éducation et la recherche, de questionner la façon d'enseigner ou de rechercher, de mettre en lumière les questions sociales en lien avec le thème de l'éducation et de la recherche, de fournir un lieu pour l'échange d'expériences pratiques et de discussions théoriques, et des débats autour du rôle de l'éducation et de la recherche, des conditions de leur réalisation et de leurs impacts économiques, sociaux,

politiques et environnementaux, aux niveaux local, régional et international » (<http://www.contreg8db2011.lautre.net/>) participait à la résistance globale qui s'organise aujourd'hui à travers le monde.

- 7 C'est pourtant bien pour mener la société vers un développement durable, et ainsi créer un nouvel ordre social, que les chefs d'État et de gouvernement ont adopté un cadre politique, des institutions – ministères, comités, ... – et des formations – universitaires et professionnelles.
- 8 Toutefois, les politiques publiques de développement durable doivent accompagner les initiatives et prendre en compte les attentes, sans cesse croissantes des populations qui, de mieux en mieux informées et de plus en plus sensibilisées, considèrent les contributions de la *culture* comme faisant partie intégrante de leur qualité de vie. Ainsi, l'ordre social n'est pas le simple résultat d'une détermination structurelle et politique, mais il est également le fruit de la prise en compte de la culture et de ses acteurs, c'est-à-dire du/des savoir(s), entre autres.
- 9 Le dossier « Culture et développement durable : vers quel ordre social ? » (coordonné par Aude Porcedda et Olivier Petit) qui vous est proposé dans cette nouvelle livraison de *DD&T* a précisément pour objet d'étudier de manière approfondie et critique les initiatives et les réflexions en termes d'intégration de la culture aux démarches de développement durable. Les regards disciplinaires variés, les démarches interdisciplinaires, les réflexions et travaux théoriques appuyés sur des pratiques et des exemples concrets explorent la manière dont ces deux notions s'articulent et offre un questionnement préalable au prochain Sommet de la Terre en 2012.
- 10 Bonne lecture !

AUTEUR

NADIA BELAIDI

Nadia Belaidi est chercheuse en droit international et comparé de l'environnement. Ses travaux portent sur l'étude de vulnérabilités écologiques, territoriales et sociales en Afrique australe et, plus particulièrement, dans le cadre de la construction des Peace parks (Transfrontier conservation areas). Ils ont pour objet d'évaluer la protection de l'environnement par le Droit dans la perspective de la garantie des droits de l'homme (de l'international au local), d'élaborer un concept et un mécanisme de valorisation sociale des processus écologiques – l'ordre public écologique – par la mise en relation du phénomène d'internationalisation du droit et de la participation de la « Société civile », et d'étudier l'apport des conceptions non occidentales à la protection de l'environnement. Voir sa page de présentation. nadia.belaidi@univ-paris1.fr